

Monthey sous l'occupation du général Turreau

(novembre 1801 - août 1802)

En mars et en avril 1798¹, en dépit des protestations de Man-gourit, les communes du Valais s'étaient prononcées sur le projet de constitution de la République helvétique. Le Directoire français l'avait voulu ainsi. Le 10 avril, les assemblées primaires du pays avaient accepté la réunion². Il était urgent dès lors de donner au gouvernement cantonal l'organisation que la constitution prévoyait.

L'assemblée électorale du canton, réunie à Sion le 1er mai, nomme la Chambre administrative³. Celle-ci se compose d'un président et de quatre assesseurs qui se renouvellent tous les ans par quart. Il lui incombe de veiller à l'exécution immédiate des lois relatives aux finances, au commerce, aux subsistances, bref, au bien-être matériel du pays et de la troupe qui doit y séjourner. Le 8 mai 1798⁴, elle élit préfet national provisoire un de ses membres, Joseph-Louis Pittier⁵. Pour se conformer à la constitution,

¹ Strickler, *Aktensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik* (cité Strickler), t. 1, Berne, 1887, pp. 536, Nos 1799 et 541, No 1814 : Lettres de Brune au Directoire, du 25 et du 27 mars 1798. Il y est fait mention du mécontentement que les Valaisans ressentent à être intégrés de force dans la République helvétique.

² Strickler, t. 1, p. 1035, no 1 a. — Archives cantonales du Valais à Sion (cité AV), fonds de Rivaz (cité Rz), cart. 74, fasc. 11, no 18 : Lettre du Directoire Exécutif Provisoire à l'Assemblée Représentative Provisoire, du 13 avril 1798. — Dans ce même fonds, cart. 75, fasc. 2, se trouvent des notes sur les votes émis par les communes du Valais pour ou contre la réunion à la République helvétique. Les assemblées du dizain de Monthey sont unanimes à vouloir la réunion.

³ Ses membres sont Isaac de Rivaz, Gaspard-Etienne Delasoie, Louis Pittier, Nicolas Roten et Gaspard Stockalper. Cf. *Dictionnaire Historique et Biographique de la Suisse* (cité DHBS), Neuchâtel, 1921-1934, t. 7, p. 20.

⁴ Strickler, t. 1, pp. 1037-1038, no 10.

⁵ Sur Joseph-Louis Pittier, cf. *Armorial Valaisan* (cité Armorial), Zurich, 1946, p. 196, et DHBS, t. 5, p. 301. Il fut en outre membre de la Chambre administrative jusqu'au 8 mai 1798. Du 8 mai au 16 juillet, il fut préfet national provisoire ; puis, jusqu'au 23 janvier 1802, président de la Chambre administrative. Dès lors, et jusqu'au 26 août 1802, il fut préfet national inconstitutionnel.

le Directoire exécutif nommé⁶, le 1er juin, préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz, qui n'accepte ce poste que le 16 juillet⁷. Il a pour fonction de représenter le pouvoir exécutif en Valais. De suite, il se met à la tâche. Il nomme les présidents de la Chambre, du tribunal du canton et des instances inférieures de justice ; il appelle aux places de sous-préfet les personnes qu'il sait capables. Pour Monthey, il choisit Pierre-Louis Du Fay⁸ qui, à son tour, nomme dix agents dans son district. Lentement l'organisation du Valais s'élabore et, le 11 octobre 1798, de Rivaz peut écrire au ministre de l'intérieur : « Le régime constitutionnel est pleinement établi en Valais...⁹ » Pour faciliter le travail de la Chambre, les assemblées primaires élisent des municipalités, conformément à la loi du 15 février 1799 et à l'arrêté du 13 mars 1799. Les citoyens de la commune de Monthey nomment la leur le 14 avril¹⁰.

Tant bien que mal, toutes ces autorités assurent l'étape des troupes qui traversent le Valais en vertu de l'art. V du traité d'alliance offensive du 19 août 1798¹¹. Les soulèvements de 1798 et de 1799 ne facilitèrent pas les tâches de la Chambre administrative et des municipalités qui d'ailleurs s'en soucient assez peu¹².

Les menées secrètes des agents français avaient de longue date préparé la réunion du Valais à la République helvétique. L'influence de la France allait se faire plus pressante encore dans la suite.

Dès qu'il eut créé la République cisalpine en 1797, Bonaparte s'intéressa à relier ce pays à la France par le plus court chemin.

⁶ Strickler, t. 2, 1887, p. 283, No 3a.

⁷ *Ibidem*, p. 285, No 8d.

⁸ Sur Pierre-Louis Du Fay (1768-1843), cf. *Armorial*, p. 83 ; *DHBS*, t. 3, p. 69 ; *Courrier du Valais*, No 34, 26 avril 1843. — Du Fay fut en outre membre du comité général du Bas-Valais, membre de l'Assemblée représentative du Valais, sous-préfet provisoire de Monthey dès le 15 mai 1798, confirmé le 8 août 1798 et en fonction jusqu'au 31 janvier 1801.

⁹ AV, H 29, No 459, p. 340 : Lettre de Ch.-E. de Rivaz au ministre de l'Intérieur, du 11 octobre 1798.

¹⁰ AV, H 4, No 224 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 4 avril 1799. — Archives communales de Monthey, F. 253 : Procès-verbal de l'assemblée du 14 avril 1799.

¹¹ Strickler, t. 2, pp. 885-886. — L'article stipule : « Afin d'assurer les communications de la République française avec l'Allemagne méridionale et l'Italie, il lui (à la France) sera accordé un libre et perpétuel usage de deux routes commerciales et militaires,... dont la seconde, partant de Genève et traversant le département du Mont-Blanc, traversera également le Valais pour aboutir sur le territoire de la République cisalpine, suivant une direction qui sera déterminée, et il est convenu que chaque Etat fera sur son territoire les travaux nécessaires pour l'achèvement des deux routes. »

¹² La Chambre administrative, qui, en vertu de la constitution, titre X, art. 101 (Strickler, t. 1, p. 584), devait s'occuper de affaires financières, des fournitures, etc..., n'avait pas les sympathies du peuple. Ainsi, jusqu'au 19 juin 1799 ne trouve-t-on qu'une seule louange à son égard. Elle émane du commissaire Buxtorf (AV, H 5, fol. 110).

A cet effet, il charge Comeyrat de se rendre à Sion pour obtenir le libre passage des troupes à travers la vallée du Rhône¹³. La République du Valais, craignant pour sa liberté, feint de ne pas comprendre ; elle informe les cantons suisses, reconnaît l'égalité politique et l'indépendance du Bas-Valais, sous tutelle depuis 1475, et, sous la pression de la France, vote comme le Bas la réunion à la République helvétique. La répression des deux soulèvements de 1798 et de 1799 ôte aux Valaisans toute velléité de ne point se conformer aux ordres d'un gouvernement à la remorque de la France. Sorti ruiné de ces luttes, le Valais voit sa misère s'accroître par le passage des armées que Bonaparte conduit vers une seconde campagne d'Italie. Pour la première fois la route du Simplon révèle son importance stratégique. Les possibilités de la future artère transalpine sont déterminées. Et le Premier Consul ordonne à Turreau, alors en Italie, « de rendre le chemin de Brigue à Domodossola praticable pour les canons »¹⁴.

La brèche que l'alliance offensive du 19 août 1798 avait faite à la neutralité helvétique, la France allait l'agrandir. Avant l'ouverture du congrès de Lunéville, Bonaparte demande à la Suisse la cession de la rive gauche du Rhône pour prix de sa participation à la conférence. Mais l'énergique protestation de Stapfer le fait renoncer à cette exigence¹⁵. La paix de Lunéville est à peine signée que, le 13 février 1801, Bonaparte écrit à Talleyrand de discuter avec l'Helvétie la cession à la France de tout le Valais jusqu'à Brigue et du Simplon jusqu'au Novarais. En compensation, la France accepte de livrer à la Suisse les pays que l'empereur venait de lui céder quatre jours plus tôt¹⁶. La République une et indivisible marchait vers son démembrement. Pour Bonaparte, il importait d'agir vite afin d'augmenter sa puissance en Europe et son influence en Italie¹⁷. La possession de la route du Simplon, et partant de celle du Valais, lui était indispensable. Turreau fut chargé

¹³ Bonaparte au Directoire exécutif, 23 floréal an V (12 mai 1797), cité par F. Barbey, *La route du Simplon*, Genève, 1906, p. 20.

¹⁴ Arrêté du 20 fructidor an VII (6 septembre 1799), cité par Barbey, *op. cit.*, p. 30.

¹⁵ M.-A. Sadrain, *La réunion du Valais à la France (1810)*, Bourges, 1936, p. 17.

¹⁶ Bonaparte à Talleyrand, 13 février 1801, dans *Correspondance de Napoléon 1^{er}* (cité *Correspondance*), t. 7, Paris, 1861, pp. 23-24.

¹⁷ Par les préliminaires de Londres, du 10 octobre 1801, l'Angleterre doit reconnaître à la France la rive gauche du Rhin et les Républiques sœurs : batave, cisalpine, ligurienne et helvétique. A la Consulte de Lyon, le 25 janvier 1802, Bonaparte se fait nommer Président de la République cisalpine. L'Angleterre, forcée de sortir de son isolement, doit signer la paix d'Amiens, le 25 mars. Bonaparte, comblé, est proclamé, le 2 août, consul à vie par le Sénat : 3.568.885 oui sur 3.577.259 suffrages exprimés. Cf. Louis Villat, *La Révolution et l'Empire*, t. II, 3^e éd., Paris, 1947, p. 35. On comprend que la possession du Valais, qui intéressait 60 millions d'hommes, lui devenait nécessaire.

de surveiller la construction de la route et d'atteindre les objectifs que le Premier Consul s'était proposés. Le 26 octobre 1801, celui-ci ordonne à Talleyrand de faire occuper le Valais par trois bataillons placés sous les ordres du général Turreau qui, pour l'entretien de ses troupes, emploiera tous les revenus provenant du Valais¹⁸.

* * *

Dans ses *Mémoires*¹⁹, Charles-Emmanuel de Rivaz a décrit, avec beaucoup de détails, l'occupation du Valais par le général Turreau. Toutefois, il n'est pas sans intérêt de connaître comment cette occupation s'est exercée plus précisément dans une petite ville du Bas-Valais, entièrement acquise aux idées nouvelles et très favorable à la France tant que celle-ci n'outrepassa pas ses droits.

A cet effet, nous rappellerons d'abord le cours des événements. A leur égard, nous étudierons ensuite les réactions des autorités principales et subalternes établies par la constitution helvétique ; puis, l'attitude des autorités inconstitutionnelles et enfin les réactions que ces événements suscitèrent chez le peuple montheysan.

Le 23 novembre 1801, « avec les prétentions d'un proconsul romain²⁰ », Turreau arrive à Sion. Il fait savoir le même jour l'affec-tation qu'il assigne à « toutes les contributions... dont le produit était à la disposition du gouvernement helvétique²¹ ». La Chambre alerte le Petit Conseil qui lui répond de refuser obéissance aux ordres du général et de ne céder qu'en protestant contre l'usurpation²². Dès lors, la lutte est engagée entre les autorités du pays et Turreau.

Le 25 décembre, le général casse un arrêté de la Chambre, du 6, exigeant une contribution de 16.000 francs pour l'entretien de la 87^e demi-brigade. Il ordonne que cette décision soit publiée, mais sans succès. Turreau goûte fort peu cette résistance. S'il tient tant à la publication de ce nouvel ordre, c'est qu'il veut s'attacher les Valaisans en leur faisant espérer une exemption de contribu-

¹⁸ *Correspondance*, t. 7, p. 302 : Bonaparte à Talleyrand, du 26 octobre 1801.

¹⁹ Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau* (cité de Rivaz, *Mémoires*), publiés par Grenat, Sion, 1890. — Le manuscrit se trouve aux AV, Rz, vol. 77 et 78. — L'ouvrage, par le sérieux des affirmations, par le ton modéré et par la quantité des faits rapportés, est le meilleur guide pour l'histoire valaisanne de cette époque. Les notes, rédigées par Grenat, n'ont très souvent qu'un intérêt relatif du fait de leur manque de précision.

²⁰ Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur les révolutions et les événements arrivés en Valais depuis 1798*, ms. aux AV, Rz, vol. 63, p. 64.

²¹ de Rivaz, *Mémoires*, p. 46.

²² *Ibidem*, pp. 44-51. — AV, Rz, vol. 76 : Lettre du Petit Conseil de la République helvétique à la Chambre administrative, du 28 novembre 1801.

tions destinées à l'entretien de ses troupes, car du même coup il va déconsidérer la Chambre administrative en prouvant au peuple qu'elle exige des réquisitions inutiles. Le moyen était bon. Depuis 1798, le peuple n'avait cessé de gémir sur sa pauvreté et il s'était continuellement plaint des impôts et des réquisitions de toutes sortes.

Pendant ce temps, le préfet de Rivaz s'était aliéné Turreau en prenant la défense des autorités helvétiques contre les vexations françaises. Sur l'ordre du général, le chef de l'état-major, « Bailli Mouthion, accompagné d'un aide de camp nommé Maussard, du Sr. Ledoux,... et d'un capitaine de la 87^e demi-brigade nommé Arnold », entre dans le bureau de Ch.-E. de Rivaz, le 23 janvier 1802, et lui signifie l'arrêté du 3 pluviôse an X (23 janvier 1802). Il était destitué ²³.

Grand émoi en Valais. Les autorités établies refusent de reconnaître l'autorité de son successeur, le nouveau préfet Joseph-Louis Pittier. Seuls les sous-préfets de Brigue et de Stalden acceptent ce changement sans sourciller ²⁴. Turreau et Pittier, pour mettre à la raison les récalcitrants, destituent le 30 janvier les membres de la Chambre administrative qui seront remplacés le 10 février et, le 31, les sous-préfets de Loèche, de Sion, de Sembrancher, de Martigny, de St-Maurice et de Monthey. Au début de février, un arrêté particulier destitue le sous-préfet de Sierre ²⁵. Ces actes inconstitutionnels excitent à tel point l'opinion publique que de Rivaz croit nécessaire de l'apaiser par une démarche légale. C'est le « pèlerinage de Berne ». Dès le 20 février, en effet, des délégués de plusieurs communes se rendent dans la capitale pour protester auprès du gouvernement helvétique contre les actes arbitraires de Turreau. Cette démarche, sitôt connue, provoque encore le départ à Berne des députés de 74 communes. Ils se rassemblent le 27 et sont reçus par le premier Landammann Aloïs Reding et par le Petit Conseil. Le 1^{er} mars, les députés de six autres communes arrivent à leur tour et approuvent la protestation qu'avaient présentée au Petit Conseil les députés des 74 communes valaisannes.

Le jour même où la protestation avait été soumise au Petit Conseil, le Sénat donnait sa sanction à un projet de constitution dans lequel le Valais était maintenu comme canton ²⁶.

Cette démarche et l'attitude de Reding mécontentèrent le Premier Consul ²⁷. Elles ne pouvaient qu'empêcher Turreau de réaliser les desseins de Bonaparte à l'égard du Valais. Pour y remé-

²³ de Rivaz, *Mémoires*, p. 87.

²⁴ *Ibidem*, p. 74. — Ces deux sous-préfets sont Jacques Theiler à Brigue et Nicolas Fux à Stalden. — Sur Fux, cf. *Armorial*, p. 102.

²⁵ de Rivaz, *Mémoires*, pp. 96-99.

²⁶ *Ibidem*, pp. 106-121.

²⁷ *Correspondance*, t. 7, pp. 415-416 : Bonaparte à Talleyrand, du 20 mars 1802.

dier, le général publie, le 30 ventôse an X (21 mars 1802), un arrêté qui place sous surveillance à Sion 26 personnes, dont plusieurs étaient allées à Berne ²⁸. Le 25, il le fait suivre de l'arrêté du 4 germinal an X ²⁹ qui frappe de contributions extraordinaires plusieurs districts. Turreau se rend compte que le Valais ne désire pas la réunion à la France autant qu'il avait bien voulu le dire dans ses rapports au Directoire de Paris. Il décide alors de se rapprocher du Bas-Valais plus facile à travailler, pense-t-il, que le Haut et s'efforce, mais en vain, de s'attacher les personnes les plus marquantes des districts de Monthey et de St-Maurice ³⁰. Il dirige en sous-main les menées des émissaires français et des francophiles valaisans. N'ayant que peu de succès, il recourt à son moyen habituel : les réquisitions. Par l'arrêté du 10 thermidor an X (29 juillet 1802), il espère arriver à ses fins ou, du moins, punir les adversaires de la réunion. Simultanément, il envoie de nombreuses troupes en Valais ³¹.

Les patriotes valaisans agissent aussi de leur côté. Dès le mois de juin, ils proposent d'envoyer une députation à Paris pour instruire le Premier Consul de la situation du Valais. On prépare secrètement cette démarche. Le 27 juillet, on rédige un acte de protestation que l'on envoie de suite et sans bruit aux personnes qui représentent la majorité du peuple. Trente-deux signatures appuient la protestation qui, le 10 août, est renvoyée à Sion. Mais on suspend alors le départ des trois députés valaisans auprès du Premier Consul parce que la nouvelle de la venue prochaine des commissaires helvétique et cisalpin se répand dans le pays ³². Dès la mi-juillet, de Rivaz avait en effet sollicité le gouvernement helvétique d'envoyer un commissaire en Valais pour qu'il empêche Turreau d'exercer librement ses vexations. Et le 27 juillet, le gouvernement avait nommé Charles Müller de Friedberg ³³. Le Valais n'avait demandé la venue que d'un commissaire helvétique. Mais comme Bonaparte voulait que la République du Valais fût placée sous la protection des Républiques française, helvétique et italienne, il y eut trois commissaires en Valais. Turreau représentait la France ; Lambertini, la Cisalpine.

Charles Müller de Friedberg part de Berne le 6 août, arrive à Bex le 8 et, le 12 au soir, parvient à Sion. Par proclamation, il fixe au 18 la tenue des assemblées primaires, au 23, celle des assemblées électorales et au 26, la réunion de la Diète ³⁴. Celle-ci se

²⁸ de Rivaz, *Mémoires*, pp. 164-166.

²⁹ AV, Rz, cart. 72, fasc. 33, No 4, imprimé. — *Le Nouvelliste Vaudois* (cité *Nouvelliste*), No 27, 2 avril 1802. — de Rivaz, *Mémoires*, pp. 178-180.

³⁰ *Nouvelliste*, No 40, 18 mai 1802.

³¹ *Ibidem*, No 63, 6 août 1802.

³² de Rivaz, *Mémoires*, pp. 310-315.

³³ Sur Müller Friedberg, cf. *DHBS*, t. 5, pp. 44-45.

³⁴ de Rivaz, *Mémoires*, p. 325.

réunit à la date prévue et se constitue. Le lendemain, les commissaires helvétique, français et cisalpin lui présentent leurs pouvoirs³⁵. Müller de Friedberg prononce un discours par lequel il délègue le canton du Valais de ses serments de fidélité à la République helvétique. La Diète accepte sa déclaration et décide que le Valais se gouvernera désormais en République indépendante. Le 5 septembre, les commissaires des trois Républiques garantes de l'indépendance du Valais, proclament l'entrée en fonction du Conseil d'Etat qu'ils installent au nom de leurs gouvernements respectifs³⁶.

* * *

Les autorités constitutionnelles n'étaient pas restées indifférentes au comportement du général Turreau. Les réactions des autorités principales servirent d'exemple à la plupart des autorités subalternes et au peuple lui-même. Pour en connaître les différentes manifestations, il est nécessaire de revenir à la fin de l'année 1801.

Un mois après son arrivée en Valais, Turreau casse donc l'arrêt de la Chambre administrative du 6 décembre 1801. Le nouvel arrêté, du 4 nivôse an X (25 décembre 1801), est remis en 25 exemplaires au sous-préfet de Monthey, Du Fay, par le capitaine Dalloz, de la 87^e demi-brigade cantonnée dans cette ville. Le 26 décembre, Du Fay les lui retourne en prétextant qu'il ne peut les publier sans en informer le préfet national et sans régler sa conduite sur les instructions qu'il en recevra³⁷. Du Fay raconte lui-même la suite des événements dans une de ses lettres au préfet de Rivaz : « Le commandant de l'arrondissement s'est rendu en personne sur les lieux pour me réitérer l'ordre de faire cette publication. Je lui ai dit que je persistais dans mon refus et que j'étais bien décidé à ne me mêler en rien de cette affaire sans avoir au préalable reçu vos instructions et qu'il était trop honnête pour exiger de moi quelque chose qui me compromettrait d'une manière si grave vis-à-vis de mes supérieurs. Il finit par me demander que j'ordonne au moins à l'huissier de faire cette publication, ce que je refusai pareillement ainsi que d'envoyer l'arrêt dans les communes. Sur cela, le commandant fit appeler à mon insu l'huissier et lui remit un exemplaire de l'arrêt avec ordre de le publier. Celui-ci vint demander mon agrément que je lui refusai avec défense d'en faire publication. Ce fonctionnaire fidèle à ses devoirs alla rendre compte de ma réponse au commandant et lui remit l'arrêt qui pour lors fut publié par un sergent au sortir de la messe de dimanche en présence de la troupe en armes³⁸ ».

³⁵ *Nouvelliste*, No 71, 3 septembre 1802.

³⁶ de Rivaz, *Mémoires*, pp. 365-367.

³⁷ AV, Rz, cart. 75, fasc. 2, fol. 71 : Lettre de Du Fay à Dalloz, du 26 décembre 1801, copie.

³⁸ *Ibidem*, fol. 69 et 71 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 29 décembre 1801, original.

Turreau, mécontent de cette résistance — car Du Fay n'avait pas été seul à lui tenir tête — ordonne, le 31 décembre, aux sous-préfets Emmanuel Joris³⁹, de Sembrancher, Frédéric Gross⁴⁰, de Martigny, Mathias Monnier⁴¹, de Sierre, et Pierre-Louis Du Fay de se rendre à son quartier-général à Sion pour y être mis sous surveillance⁴². Du Fay avait appris par une lettre confidentielle de St-Maurice qu'il serait arrêté. Il en avait informé le préfet national le 31 décembre et, ayant la certitude de ne plus fonctionner dès lors comme sous-préfet, il avait désigné à de Rivaz, pour le remplacer, Hyacinthe Vuilloud et de Lavallaz⁴³. Il s'était exagéré le danger. Le 6 janvier, il revient à Monthey poursuivre ses fonctions à la sous-préfecture.

La destitution du préfet national et celle de la Chambre administrative raidissent l'opposition de Du Fay à l'égard de Turreau. Du Fay apprend le 24 le remplacement de Ch.-E. de Rivaz par Pittier. Le même jour, il transmet cette nouvelle aux autorités de son district. Il écrit à Bernard Grept, président municipal de Port-Valais, qu'il attend un sort semblable, mais que sa résolution est prise : « Je ne veux pas reconnaître l'autorité du citoyen Pittier ; aucune considération ne me fera trahir mon devoir. Puisse mon exemple trouver de nombreux imitateurs⁴⁴ ». Ses espérances ne furent point déçues et, le 27, Du Fay avertit de Rivaz⁴⁵ que plusieurs fonctionnaires refusent de reconnaître l'autorité du nouveau préfet national, que le receveur du district ne veut pas rendre ses comptes à « l'intrus » et que la proclamation de Turreau du 3 pluviôse an X⁴⁶ (24 janvier 1802), où ce dernier affirme avoir droit à la confiance des Valaisans puisqu'il est honoré de celle de son gouvernement, a dû être affichée par un officier, le président municipal s'y étant refusé. Le lendemain, il répond à Pittier⁴⁷ :

³⁹ Sur Emmanuel Joris, cf. *Armorial*, p. 136 ; *DHBS*, t. 4, p. 290. — Il fut en outre sous-préfet du district d'Entremont du 8 août 1798 au 31 janvier 1801.

⁴⁰ Frédéric Gross, président du tribunal du district de Martigny, électeur en 1799, fut sous-préfet de ce district du 14 novembre 1799 au 31 janvier 1801.

⁴¹ Sur Mathias Monnier, cf. *Armorial*, p. 171 ; *DHBS*, t. 4, p. 780. — Il fut en outre président du comité central d'administration provisoire du district de Sierre, sous-préfet de Sierre dès le 8 août 1798, démissionne le 24 janvier 1801, est destitué au début de février.

⁴² de Rivaz, *Mémoires*, pp. 68-71.

⁴³ AV, Rz, cart. 57, fasc. 2, fol. 75 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 31 décembre 1801. — Hyacinthe Vuilloud fut juge, membre du comité de la bannière de Monthey et de l'assemblée représentative provisoire du Valais, électeur.

⁴⁴ AV, Rz, cart. 73, fasc. 18, N° 59 : Lettre de Du Fay à Grept, du 24 janvier 1802, copie.

⁴⁵ AV, Rz, cart. 57, fasc. 2, fol. 143-144 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 27 janvier 1802.

⁴⁶ de Rivaz, *Mémoires*, p. 84.

⁴⁷ *Ibidem*, pp. 95-96.

« Fidèle à ces principes (attachement à la patrie, sentiment de l'honneur et de la délicatesse), je ne puis reconnaître en vous le préfet national du canton du Valais, ni par conséquent correspondre avec vous en cette qualité, ni recevoir à ce titre aucun de vos ordres ». Pittier savait à quoi s'en tenir ; mais, pour Du Fay, l'heure de la destitution avait sonné. Elle arrive le 31 janvier ⁴⁸ ; François-Joseph Zumoffen lui succède ⁴⁹. On appose les scellés sur les papiers de la sous-préfecture. Six jours durant, un sous-officier est de garde chez Du Fay qui, deux fois par jour, doit se présenter au commandant de la place ⁵⁰. Sur son refus de payer les frais de garde mis à sa charge, le commandant lui envoie un caporal et quatre fusiliers. Contraint, il paie les dix-huit livres exigées après avoir protesté contre cette violence ⁵¹. Excédé de tant de résistance, Turreau mande Du Fay à Sion le 14 février. Conduit par un officier, il y arrive le 16. Il y restera dix jours sous surveillance ⁵².

À peine rentré chez lui, Du Fay reprend son activité de patriote. Il entretient une correspondance suivie avec de Rivaz et avec les autorités subalternes de son district, ce qui lui vaut d'être arrêté par le décret du 30 ventôse an X (21 mars 1802). Mais Turreau le grâcie, car le général désire se rendre à Monthey et s'arrêter chez M^{me} Du Fay. Avant d'entreprendre son voyage, Turreau publie l'arrêté du 4 germinal an X (25 mars 1802) qui frappe de contributions extraordinaires plusieurs districts. Monthey doit s'acquitter de 2.000 francs par mois. Mais comme l'arrêté a un effet rétroactif, c'est 8.000 francs que doit payer le district ⁵³.

La publication de ce décret provoque la réunion des officiers municipaux des communes de la sous-préfecture de Monthey. Ils décident que les dépenses qu'occasionnerait une exécution militaire due à la fermeté et à la constance des communes seraient supportées en commun selon une juste répartition ⁵⁴. Cette réunion allait à l'encontre de l'article 2 de l'arrêté du 5 germinal (26 mars 1802) qui interdisait toute réunion sans l'autorisation du sous-préfet ⁵⁵. Aussi la municipalité est-elle destituée et remplacée par Joseph Donnet, Conchet, Joseph Franc, Jean Silvestry, Claude-Louis Delherse, Joseph Blanc et Jean-Antoine Duchoud ⁵⁶.

⁴⁸ AV, Rz, cart. 72, fasc. 33, No 35 : imprimé.

⁴⁹ Sur François-Joseph Zumoffen, cf. *Armorial*, p. 302. — Il fut en outre sous-préfet d'organisation militaire du 31 janvier au 20 avril 1802.

⁵⁰ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 5 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 5 février 1802.

⁵¹ *Ibidem*, fol. 9-10 : du même au même, du 9 février 1802.

⁵² de Rivaz, *Mémoires*, pp. 98 et 135, note.

⁵³ AV, Rz, cart. 72, fasc. 33, No 4 : imprimé.

⁵⁴ AV, Rz, No 76 : Déclaration des communes du district de Monthey relativement à l'arrêté du 4 germinal, du 3 avril 1802, copie.

⁵⁵ *Nouvelliste*, No 28, 6 avril 1802.

⁵⁶ Sur Jean Silvestry, cf. *Armorial*, p. 243. — Sur Claude-Louis Delherse cf. *Armorial*, p. 78.

Les nouvelles autorités arrêtent, le 5 avril, que les municipaux et autres fonctionnaires destitués sont responsables de l'arrêté du 25 mars et qu'ils payeront personnellement les contributions requises⁵⁷. Durant son voyage à Monthey, le 31 mars, Turreau exempté de cette contribution les communes de Collombey, de Muraz et de Choëx. Le 3 avril, René Puy, receveur des districts de St-Maurice et de Monthey depuis la fin du mois de mars, décide que les communes de Vouvry, de Troistorrents, de Val d'Illiez et de Monthey payeront la contribution entière, à elles seules, jusqu'au 9 avril⁵⁸. Le 21, tout est payé sauf 150 louis pour lesquels on offre des bons de subsistances. Puy les refuse. Le 12 mai, le district achève cependant de payer sa contribution⁵⁹. Ce premier voyage de Turreau à Monthey n'avait apporté qu'un surcroît de misère aux communes demeurées fidèles aux autorités helvétiques.

Au début de mai, le 8, Turreau se rend à Bex où il avait décidé d'établir son quartier-général dans la maison de Mme de Rovéréa⁶⁰. En chemin, il s'arrête chez Mme Du Fay où il s'entretient avec l'ex-sous-préfet durant plus d'une heure sur la situation du Valais⁶¹. Turreau, très sûr de la future indépendance du pays, lui demande de reprendre les fonctions de sous-préfet. Du Fay refuse car il éprouve trop de répugnance à correspondre avec Pittier et ne peut tenir compte de la demande du général qui n'exprime que les préférences de l'autorité militaire d'occupation. La seule concession qu'il fait, c'est de donner des directions relatives à l'ordre public au cas où le commandant de la place s'imposerait à la sous-préfecture. Le 26 mai⁶², Turreau renouvelle ses propositions à Du Fay et au président Quartéry⁶³, promettant à chacun d'eux une place dans la nouvelle organisation qu'il désirait mettre sur pied. Sur leur refus, il leur dit qu'ils auraient tort, dans la suite, de se plaindre des personnes qui seraient appelées aux affaires publiques. L'idée de cette réorganisation du Valais, Turreau l'abandonne dès la mi-juin⁶⁴.

⁵⁷ AV, Rz, No 76 : 5 avril 1802, copie.

⁵⁸ de Rivaz, *Mémoires*, p. 184.

⁵⁹ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 53 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 21 avril 1802. — *Ibidem*, fol. 68-69, du même au même, du 13 mai 1802.

⁶⁰ *Nouvelliste*, No 40, 18 mai 1802.

⁶¹ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 68-69 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 13 mai 1802.

⁶² AV, Rz, cart. 55, fasc. 25, fol. 8 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 27 mai 1802.

⁶³ Sur François-Jacques Quartéry, cf. *Armorial*, p. 203 ; *DHBS*, t. 5, p. 361.

⁶⁴ AV, Rz, cart. 55, fasc. 25, fol. 9 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 10 juin 1802. — Cette forme d'organisation (division du Valais en trois districts) sera appliquée en 1810 quand le pays constituera le département du Simplon. Un projet très sommaire de cette division se trouve aux AV, Rz, cart. 73, fasc. 18, No 144.

Dès lors et jusqu'à la fin de juillet, les partisans de la réunion et leurs adversaires vont rivaliser d'ardeur pour atteindre les buts qu'ils se proposent. Du Fay déploie une activité si intense qu'il craint d'être placé à nouveau sous surveillance⁶⁵. L'arrivée de Müller de Friedberg calme les deux partis. Conformément à ses ordres, l'assemblée primaire de Monthey se réunit le 18 août au château. Les partisans de la réunion à la France, remarquant leur petit nombre, ne prennent point part aux élections. Ils se tiennent dans les corridors du château. Néanmoins, l'assemblée élit Pierre-Louis Du Fay et Hyacinthe Vuilloud comme représentants de la commune à l'assemblée électorale du 23 août. Le commandant de la place prétexte alors que les élections sont nulles puisque les « patriotes » n'ont pas exprimé leurs voix et que l'assemblée est incomplète⁶⁶. Le 23, l'assemblée électorale nomme ses députés à la Diète, Charles-Emmanuel de Rivaz et Pierre-Louis Du Fay⁶⁷. Le régime d'oppression militaire touchait à sa fin.

* * *

Le départ de Charles-Emmanuel de Rivaz comme la disgrâce de Du Fay avaient entraîné à leur suite la démission ou la destitution de presque toutes les anciennes autorités, mais aussi l'entrée à la sous-préfecture de Monthey d'une créature de Turreau, François-Joseph Zumoffen.

Dès son arrivée, Zumoffen doit repourvoir les places de secrétaire du sous-préfet, des dix agents du district, du receveur et bientôt de celles des officiers municipaux.

Il appelle en qualité de secrétaire le notaire Chapelet⁶⁸ qui, dès le 13 février, se plaint déjà d'avoir accepté cette charge. Le peuple lui témoigne tant de malveillance depuis lors⁶⁹ ! Ce découragement gagne Zumoffen lui-même qui, le 14 février, n'a encore trouvé personne pour occuper la lieutenance de la sous-préfecture de Monthey et la plupart des postes d'agent⁷⁰. Il n'avait pourtant pas cessé, dès sa nomination, de s'intéresser aux personnes susceptibles de devenir agents nationaux. Mais il est si difficile de « trouver des individus en qui les qualités nécessaires se réunissent à la volonté d'accepter cette charge⁷¹ ». Il en vint à bout cependant et,

⁶⁵ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 84 : du même au même, du 10 juillet 1802.

⁶⁶ *Ibidem*, fol. 119-120 : du même au même, du 18 août 1802.

⁶⁷ De Rivaz, *Mémoires*, p. 335.

⁶⁸ Sur Pierre-Joseph Chapelet, cf. *Armorial*, p. 57.

⁶⁹ AV, Rz, cart. 73, fasc. 18, No 42 : Lettre de Chapelet à Pittier, du 13 février 1802.

⁷⁰ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 11-12 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 14 février 1802.

⁷¹ AV, Rz, cart. 73, fasc. 18, No 34 : Lettre de Chapelet à Pittier, du 10 février 1802.

le 19⁷², il annonce à Pittier que, sur les dix agents, il en a déjà huit dont un ancien et sept nouveaux. Les deux autres ne tarderont pas, selon lui, à accepter ces fonctions. Bien que plusieurs ne soient pas membres de municipalités, il ne se croit pas obligé de changer leur nomination. C'était violer la loi⁷³. Mais ne l'avait-elle pas été déjà souvent et pour des objets d'une importance majeure ?

Depuis que les scellés avaient été apposés sur les papiers de la sous-préfecture, le 31 janvier, il devenait urgent de procéder à leur levée. Le 11 février, Pittier donne l'ordre à Zumoffen de l'exécuter. Celui-ci prend ses précautions : il écrit à la municipalité d'envoyer deux membres en qualité de témoins et à Mme Du Fay, de déléguer un représentant pour remplacer son mari. La municipalité ne lui répond même pas et Mme Du Fay lui envoie une lettre de protestation⁷⁴. Bien plus, elle en fait part immédiatement à l'ex-lieutenant du sous-préfet, Jean-Michel Torrenté⁷⁵, qui proteste contre cette violence tant au nom du gouvernement helvétique qu'au nom du sous-préfet qu'il représente⁷⁶. Néanmoins Zumoffen, accompagné du commandant de la place, du notaire Baruchet et de deux témoins, exécute l'ordre reçu vers les trois heures de l'après-midi⁷⁷.

Zumoffen ne s'était pas attendu à une telle résistance. Vexé, il décide de la briser. Dès le 20 février, il réclame à Pittier une surveillance continuelle et rigide à l'égard des patriotes qui pour lui ne sont que de dangereux meneurs⁷⁸. Ils tâchent, dit-il, d'attirer dans leurs desseins les ecclésiastiques dont certains « politiquaient »⁷⁹ en chaire. Il s'élève alors contre l'évêque qui ne leur

⁷² *Ibidem*, No 57 : Lettre de Zumoffen à Pittier, du 19 février 1802. — Cet ancien agent était Jean Chaperon, de Saint-Gingolph, recenseur en 1798, cf. *Armorial*, p. 57. — Il fut en outre agent de cette commune du 15 août 1798 au 26 août 1802. — D'autre part, toutes les municipalités du district, à l'exception de celles de Collombey et de Choëx, refusèrent de reconnaître les autorités d'organisation militaire. Cf. *Nouvelliste*, No 25, 26 mars 1802.

⁷³ Par la loi du 11 octobre 1799, les agents et leurs aides devaient être choisis parmi les officiers municipaux (art. 1^{er}, Strickler, t. 5, p. 97). Cet article est diamétralement opposé à l'art. 33, sect. III, de la loi du 15 février 1799 qui stipule qu'on « ne pourra élire pour officier municipal aucun citoyen chargé de quelque fonction judiciaire, ni les membres de l'administration du canton, ni les préfets, sous-préfets ou agents nationaux, à peine de nullité de l'élection » (Strickler, t. 3, pp. 1161-1162). Le manque d'argent, dont souffrait l'Etat central, avait provoqué ce changement. Les sous-préfets et les agents étaient ainsi payés par les communes.

⁷⁴ AV, Rz, cart. 73, fasc. 18, No 56 : Lettre de Zumoffen à Pittier, du 19 février 1802.

⁷⁵ Sur Jean-Michel Torrenté, cf. *Armorial*, p. 79. — Il fut en outre agent national du 17 août 1798 au début février 1802. Sous l'ancien régime, il fut de nombreuses années administrateur.

⁷⁶ AV, Rz, cart. 73, fasc. 18, No 55 : Lettre de Detorrenté à Zumoffen, du 17 février 1802.

⁷⁷ *Ibidem*, No 56 : Lettre de Zumoffen à Pittier, du 19 février 1802.

⁷⁸ *Ibidem*, No 58 : du même au même, du 20 février 1802.

⁷⁹ C'est Zumoffen qui le dit.

impose pas une sévère censure. A l'égard de certains personnages secondaires, le citoyen Pignat entre autres, « qui se débat plus qu'un petit diable dans un bénitier », il demande une surveillance minutieuse⁸⁰. La députation à Berne des 74 communes stimule d'autant plus son désir de vengeance que Louis Vonbruël et Narcisse Pignat y représentaient la commune de Monthey⁸¹.

Pour arriver à ses fins, Zumoffen ne craint pas de requérir de Pittier les services les plus odieux : « ...Enfin, Citoyen Préfet, si vous laissez plus longtemps Monthey sans troupes, sans de nouveaux municipaux et sans en sortir les chefs de l'intrigue,... je vous préviens que je serai forcé de céder à la malveillance ; alors, bien loin d'accepter la sous-préfecture de St-Maurice, je serai dans le cas de refuser la continuation de celle-ci⁸² ».

En effet, dès la destitution du sous-préfet de St-Maurice survenue le 31 janvier, Pittier avait entretenu le notaire Chapelet de son intention de réunir les deux sous-préfectures. Chapelet l'engage, le 18 février, à ne point opérer cette réunion, Zumoffen refusant de diriger les deux districts⁸³. Pourtant, bien que mécontent, il les dirigera dès les premiers jours du mois de mars⁸⁴. Par la même occasion, le poste de receveur des deux districts est attribué à Michel Pignat qui, le 17 mars, donne sa démission à la municipalité de Monthey⁸⁵. Voilà qui devait la combler d'aise, elle qui ne s'était décidée à poursuivre la perception des impôts qu'après avoir protesté qu'en agissant ainsi, « elle n'entendait point par là donner son adhésion au déplacement des autorités légitimes ». Ses travaux se trouvent ainsi retardés⁸⁶. René Puy continue les fonctions de receveur⁸⁷.

⁸⁰ Sur Narcisse Pignat, cf. *Armorial*, p. 196. — Il fut en outre président de l'assemblée générale des copropriétaires de Monthey, le 8 mai 1802.

⁸¹ De Rivaz, *Mémoires*, p. 116. — Le 21 mars 1802, Turreau fit appeler Pignat à Sion pour y rester sous surveillance. Il y avait avec lui 24 personnes, toutes opposées aux agissements du général. Du Fay était du nombre. Cf. de Rivaz, *Mémoires*, p. 165, et *Nouvelliste*, No 26, 30 mars 1802. — Trois fois par jour, ils devaient se présenter chez le lieutenant du préfet national, Schiner. — Ce mandat d'arrêt fut publié à Monthey le 28 mars. — AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 44 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 27 mars 1802.

⁸² AV, Rz, cart. 73, fasc. 18, No 88 : Lettre de Zumoffen à Pittier, du 8 mars 1802.

⁸³ *Ibidem*, No 34 : Lettre de Chapelet à Pittier, du 10 février 1802.

⁸⁴ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 21 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 13 mars 1802.

⁸⁵ *Ibidem*, fol. 28 : Lettre de Pignat à la municipalité de Monthey, du 17 mars 1802, copie. — Michel Pignat fut, sous l'ancien régime, curial et administrateur de la commune de Vouvrý ; puis membre du comité central de sa bannière ; électeur ; sous le régime helvétique, juge au tribunal du district de Monthey.

⁸⁶ *Ibidem*, fol. 26-27 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 17 mars 1802.

⁸⁷ *Ibidem*, fol. 43 : du même au même, du 24 mars 1802.

Les troupes que Zumoffen avait réclamées avec tant d'insistance allaient arriver. Mal lui en prit. Le 22 mars, deux compagnies de la 87^e demi-brigade établissent leurs quartiers à Monthey et y demeurent en exécution militaire. Les officiers font placer quatre soldats chez chaque officier municipal et confient ensuite à la municipalité la distribution des logements, prétextant qu'ils ne connaissent pas les familles fortunées ni celles qui, par leur soumission aux autorités militaires, doivent être épargnées. La municipalité en profite, selon Zumoffen, pour frapper les adversaires de son parti. Lui-même reçoit deux soldats. Il en est vexé et le même jour il écrit à Pittier : « Entendez-vous que le bureau du sous-préfet soit occupé par des militaires en reconnaissance du sacrifice qu'il a fait de son repos pour servir le public sous vos ordres ?... Ah ! Citoyen Préfet, à ce prix-là, je prends la liberté de vous annoncer mon inutilité de fonctionner davantage... et je demande même de rentrer dans la classe des simples citoyens »⁸⁸.

Trois jours plus tard, Turreau publie l'arrêté du 4 germinal an X. On sait le comportement de la municipalité, sa destitution, son remplacement et la décision abusive que prit la nouvelle municipalité. Quand elle avait promulgué l'arrêté du 5 avril, elle n'avait ni secrétaire ni président. Le 7, Pittier décide de repourvoir ces places. A la première, il appelle Jean Guerraty⁸⁹ et à la seconde, le citoyen Duvernay. Duvernay ne se soumet qu'après avoir dû héberger quatre soldats pendant deux jours. Guerraty s'obstine. Le 15 avril, il doit recevoir quatre soldats ; le 16, six ; le 17, huit ; le 18, dix et on lui en promet dix-huit, soit tout le détachement pour le 19. Accablé, il accepte enfin la présidence⁹⁰.

C'est ainsi que Zumoffen parvint enfin à établir toutes les autorités. Mais pour un jour seulement. En effet, le 20 avril, à l'heure de midi, il renonce à sa charge de sous-préfet en présence de Jean-Antoine Guerraty, notaire public, de Jean-Pierre Barlatay, juge du tribunal du district, de Jean-Joseph Bovéry, régisseur, d'Antoine Torrenté, régisseur, de Pierre Franc et de François Morand. Les papiers sont mis sous scellés, transportés et déposés chez l'agent Joseph Franc puisque, le 21 avril, Gabriel Guerraty démissionne à son tour⁹¹.

Dès lors, Monthey n'a plus de sous-préfet. Le commandant de la place, l'ex-sous-préfet intrus et le régent Franc, qui ne prend

⁸⁸ AV, Rz, cart. 73, fasc. 18, No 115 : Lettre de Zumoffen à Pittier, du 22 mars 1802.

⁸⁹ AV, Rz, cart. 86, fasc. 2, No 42 : Lettre de Zumoffen à Pittier, du 12 avril 1802. — Ne pas le confondre avec Gabriel Guerraty, agent à Monthey.

⁹⁰ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 52 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 18 avril 1802.

⁹¹ AV, Rz, cart. 86, fasc. 2, No 53 : Procès-verbal de la démission de Zumoffen, du 20 avril 1802. — Sur Jean-Pierre Barlatay, cf. *Armorial*, p. 22. — Il fut en outre membre de la Chambre de Régie du 14 avril 1799 au 8 mai 1800. — Sur Joseph Franc, cf. *Armorial*, p. 99. — Est-ce ce Joseph Franc qui, en 1798, est au service d'Espagne ?

que le titre de lieutenant du sous-préfet des districts de Saint-Maurice et de Monthey⁹², commandent à tour de rôle⁹³.

* * *

Jusqu'à la fin du mois d'août, Monthey ne connaîtra plus dès lors de grands changements. Seuls les partisans de la réunion à la France et ceux du rattachement à la République helvétique diviseront la ville où l'opinion publique marque bien des fluctuations.

Cette division de l'esprit public monthey-san n'est pas un fait particulier au mois d'août 1802. Tant s'en faut. Dès le début de 1798, en effet, les avis divergèrent sur l'orientation politique à donner au Bas-Valais. Les communes du Bas formeraient-elles un Etat particulier ou se joindraient-elles à celles du Haut pour constituer une République indépendante ?

Ces divergences bien vite apaisées demeurèrent pourtant à l'état latent, n'attendant que des conditions favorables pour se développer. La République helvétique, par son incurie, créa à nouveau ces conditions. Elle n'avait jamais été beaucoup aimée en Valais. Deux fois on avait dû contraindre les habitants à demeurer fidèles à ses lois. Depuis, les réquisitions levées lors du passage des troupes françaises l'avaient rendue encore plus antipathique.

Quand, le 6 janvier, Du Fay revient de Sion poursuivre son travail de sous-préfet, on entend dire dans les cabarets que la France a payé toutes les réquisitions, que les fonctionnaires publics ont acquitté celles de leurs amis et que le surplus de l'argent est employé à corrompre une puissance pour qu'elle empêche le Valais d'être réuni à la France⁹⁴. Les émissaires français, qui organisent

⁹² AV, Rz, cart. 55, fasc. 25, fol. 9 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 10 juin 1802.

⁹³ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 54 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 5 mai 1802.

⁹⁴ AV, Rz, cart. 57, fasc. 2, fol. 95 : du même au même, du 6 janvier 1802.

— Ces rumeurs avaient plus ou moins de fondements dans la réalité.

a) Toutes les contributions et les fournitures n'avaient pas encore été payées. Elles ne le furent d'ailleurs jamais totalement. Cf. *DHBS*, t. 7, p. 20.

b) Le préfet de Rivaz avait trop de justice pour agir de la sorte. Du reste, il rendit compte, d'une manière très minutieuse, de la répartition des sommes qui lui furent allouées à cet effet. AV, Rz, cart. 72, fasc. 9.

c) C'est la Russie qui s'intéressait de la sorte au Valais. M. Janvier de Riedmatten entretenait avec M. Steck de Lenzbourg, une correspondance suivie sur les événements valaisans et helvétiques. Ce dernier transmettait le contenu de ces lettres au « Baron de Jacovleff, conseiller intime et plénipotentiaire de Sa Majesté impériale de toutes les Russies à la cour de Wurtemberg à Stutgard » (cf. AV, Rz, cart. 72, fasc. 5). Le baron envoyait ces détails, en y insérant des notes, à M. de Markoff, ministre de Russie à Paris. Selon M. Steck de Lenzbourg, le Valais devait pour une grande part à M. de Jacovleff d'être resté Suisse. En février 1802, une lettre de remerciements fut envoyée à M. de Jacovleff par les principales notabilités de l'ancienne République du Valais (*Ibidem*). Le Valais lui est-il si redevable ?

à cette époque un réseau de propagande dans le district, répandent encore d'autres faux bruits. Une lettre ⁹⁵ datée de Paris, 6 nivôse an X (26 décembre 1801), que Barthélemy Guillot ⁹⁶ adresse au lieutenant Guerraty ⁹⁷, dit qu'il est nécessaire que les émissaires du district d'Aigle travaillent les deux districts de St-Maurice et de Monthey où Du Fay « ne peut faire aucun bien » parce que « ses concitoyens sont dans de si mauvaises dispositions ». Les propagateurs de fausses nouvelles ne chôment pas ! Ce sont, à les entendre, les Haut-Valaisans qui s'insurgent à nouveau contre les Français ; les Allemands qui vont venir brûler St-Maurice et Martigny ; les communes qui demandent leur réunion à la France ; des fonctionnaires prévaricateurs qui doivent rendre compte à Turreau jusqu'au dernier batz. Tous ces bruits, certes, n'ont pas le même crédit, mais tous contribuent à troubler l'esprit public et à rendre odieuses les autorités ⁹⁸.

Alors s'opère la destitution de Ch.-E. de Rivaz et de Du Fay, et leur remplacement par Pittier et par Zumoffen. Le peuple en est abasourdi. Il se divise en deux clans qui pour quelques mois vivront leur vie propre, obéissant chacun à des autorités particulières. D'un côté, les patriotes helvétiques conduits par Du Fay et les anciennes autorités, fermes dans leur obstination, supportant presque à eux seuls les vexations de Turreau. De l'autre, les partisans de la réunion à la France, menés par Zumoffen et les propagandistes Claude Barlatay, Louis Robiquet, Jean Evangéliste Baruchet ⁹⁹, Delseth et Delmonté ¹⁰⁰. De là deux correspondances dont nous avons déjà vu l'esprit. L'une, échangée par les autorités constitutionnelles entre elles, l'autre, écrite par Turreau, Pittier et leurs représentants dans le district de Monthey. Celle-là, soucieuse du bien public et de l'avenir du Valais, celle-ci préoccupée de l'intérêt de quelques individus et désireuse d'exterminer le parti patriote.

Les faux bruits, moins intenses au mois de février, reprennent plus violents dès la mi-mars. On fait croire au peuple qu'il sera exempt d'héberger des soldats s'il reconnaît les autorités d'organi-

⁹⁵ AV, Rz, cart. 57, fasc. 2, fol. 102-103 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 9 janvier 1802.

⁹⁶ Sur Barthélemy Guillot, *DHBS*, t. 3, p. 700. — E. Donnet, *Barthélemy Guillot (1754-1835)*, dans *Ann. Val.*, 2^e S., t. 5 (1943-1945), pp. 17-24. — Dans son ouvrage un peu sommaire, M.-A. Sadrain (*op. cit.*) ignore totalement la correspondance de Barthélemy Guillot. Celle-ci lui aurait permis d'expliquer l'indépendance du Valais qui n'est qu'une étape vers l'annexion.

⁹⁷ Sur Gabriel Guerraty, cf. *Armorial*, p. 120.

⁹⁸ AV, Rz, cart. 57, fasc. 2, fol. 102-103 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 9 janvier 1802.

⁹⁹ Sur Evangéliste Baruchet, cf. *Armorial*, p. 23.

¹⁰⁰ Du Fay les qualifie un peu partout dans ses lettres de « traîtres, d'arrivistes, d'infâmes ».

sation militaire ¹⁰¹. Le 2 avril, le chef de bataillon Veilande envoie à Monthey son lieutenant Bertholet. Sa mission, qui doit rester secrète, consiste à y sonder l'opinion publique et à y découvrir les patriotes : « Autant je vous recommande de surveillance, autant je vous engage de garder un secret inviolable sur la mission dont vous êtes chargé. Personne ne doit connaître le bruit de vos démarches ¹⁰² ».

Depuis le 28, l'arrêté de Turreau du 4 germinal était publié. Sa publication avait produit un très mauvais effet. Sur qui pèseraient les contributions, se demandait-on ? Sur les adversaires des nouvelles autorités, proclamait Barlatay et ses partisans qui passent de maison en maison recueillir des signatures pour la réunion. Ils certifient même que le président Devantéry s'est inscrit sur une de leurs listes, si bien qu'ils obtiennent des succès non négligeables ¹⁰³.

Le 22 mars, Bonaparte fait savoir à Talleyrand que le Valais formera une République indépendante ¹⁰⁴. De Paris, Guillot transmet cette nouvelle à Monthey. Des rumeurs circulent alors au sujet de la nouvelle organisation du Valais. Personne n'est satisfait du sort réservé au pays ¹⁰⁵. Les patriotes entendent demeurer unis à la République helvétique ; les francophiles réclament la réunion à la France. C'est que ces derniers entrevoient déjà la vindicte populaire s'abattre sur eux au départ des Français. Zumoffen s'empresse d'écrire à Turreau que lui-même et ses agents mériteraient la confiance du peuple et la continuation de leurs charges qu'ils avaient occupées si dignement dans l'état actuel, plutôt que son mépris pour avoir obéi à Turreau dans un moment de crise ¹⁰⁶. Guillot très bien informé des affaires du Valais apprend, le 10 juin, à Du Fay que le Valais formera une République indépendante pour quelques années seulement. Car, dit-il, l'indépendance n'est accordée que pour faciliter la réunion à la France ¹⁰⁷.

Turreau déplace alors à Bex son quartier-général. Les francophiles en profitent pour accroître leur propagande dans les districts du Bas-Valais. Le 7 juillet, René Puy assure Du Fay « que le général approuvait fort que les municipalités demandassent la réunion mais qu'il désirait que le peuple unisse son vœu à celui

¹⁰¹ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 43-44 : Lettres de Du Fay à de Rivaz, du 24 et du 27 mars 1802.

¹⁰² AV, Rz, No 76 : Lettre de Veilande à Bertholet, du 2 avril 1802.

¹⁰³ AV, Rz, cart. 51, fasc. 3, fol. 52 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 18 avril 1802. — Sur Jean-Joseph-Théodore Devantéry, cf. *Armorial*, p. 276.

¹⁰⁴ *Correspondance*, t. 7, pp. 415-416.

¹⁰⁵ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 53 et 54 : Lettres de Du Fay à de Rivaz, du 21 avril et du 5 mai 1802.

¹⁰⁶ AV, Rz, cart. 86, fasc. 2, No 96 : Lettre de Zumoffen à Turreau, du 1^{er} mai 1802.

¹⁰⁷ AV, Rz, cart. 55, fasc. 25, No 9 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 10 juin 1802.

de ses magistrats et que les bonnes têtes ne restassent pas en arrière ¹⁰⁸ ». La ratification du traité de l'indépendance du Valais, bien loin d'arrêter les menées des émissaires français, les fait redoubler.

Les patriotes et leurs adversaires rivalisent d'ardeur. Du Fay déploie une activité si intense qu'il craint d'être placé à nouveau sous surveillance. Le 7 juillet, il avertit toutes les anciennes autorités subalternes de son district de la venue prochaine des émissaires ¹⁰⁹. Le 10, il écrit à de Rivaz de surveiller Martigny dont la chute entraînerait celle de l'Entremont, de St-Maurice et de Monthey. Le même jour, la municipalité de Choëx est menacée de devoir héberger 1.000 soldats si elle ne vote pas la réunion ¹¹⁰. Le 12 ¹¹¹, les émissaires commencent leur travail à Monthey où, dans le cabaret de Joson Franc, ils recueillent des signatures pour la réunion. Ils n'obtiennent que peu de succès « grâce à l'activité des gens bien pensants dont chacun s'animait réciproquement pour convaincre leurs concitoyens des pièges qu'on leur tendait ¹¹² ».

Mais tout péril n'était pas écarté bien que les nouvelles reçues de l'Entremont eussent produit un excellent effet. Il restait à souhaiter que Martigny résiste victorieusement, que le *Nouvelliste* parle un peu des affaires du Valais et que le commissaire helvétique ne tarde pas trop d'arriver. Pour punir les patriotes, le commandant de la place loge quatre soldats chez chacun des membres des autorités destituées. Le président Franc ¹¹³ est même conduit jusqu'au corps de garde pour avoir protesté contre le nombre de soldats qu'on lui donne et pour avoir affirmé qu'il est le président municipal légitime ¹¹⁴. Le 17 juillet, Du Fay fait savoir à de Rivaz que les menées ont cessé depuis le 14. Bref répit puisque le 19, les faux bruits circulent avec plus d'intensité que jamais : le Haut-Valais, à partir de Sierre, a voté la réunion ; le commandant de la place certifie que la proclamation de l'incorporation à la France aura lieu dans peu de jours. Grâce à ces bruits, continuellement soutenus par des vexations, le découragement gagne les esprits ¹¹⁵. Sans égard à la fortune des gens, on place les troupes presque uniquement chez les adversaires de la réunion. Pour peu que cela doive durer quelque temps, tout le monde signera l'incorporation

¹⁰⁸ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 79 : du même au même, du 7 juillet 1802.

¹⁰⁹ *Ibidem*.

¹¹⁰ *Ibidem*, fol. 87 : du même au même, du 10 juillet 1802.

¹¹¹ *Ibidem*, fol. 85 : du même au même, du 12 juillet 1802.

¹¹² *Ibidem*, fol. 86-87 : du même au même, du 14 juillet 1802.

¹¹³ Sur Jean-Humbert Franc (?), cf. *Armorial*, p. 99.

¹¹⁴ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 91 : Lettre de Du Fay à de Rivaz, du 17 juillet 1802.

¹¹⁵ AV, Rz, cart. 55, fasc. 25, fol. 10 : du même au même, du 19 juillet 1802.

à la France ¹¹⁶. Les patriotes résistent le plus souvent calmement, sauf à Vouvry où Baruchet est molesté à coups de pierres ¹¹⁷.

De plus, dès le 23 juillet, le bruit court que Turreau va publier un nouvel arrêté pour imposer de nouvelles contributions ¹¹⁸. C'est celui du 10 thermidor an X (29 juillet 1802) qui est publié le 1^{er} août à Monthey. Les communes de Monthey, de Troistorrents, de Val d'Illiez et de Vouvry doivent verser ensemble la somme de 6.000 francs dans les 24 heures. L'arrêté sera notifié aux communes par un officier d'état-major, commandant un détachement qui y séjournera pour exercer la contrainte militaire jusqu'à ce que la quittance du receveur du district ait été justifiée au commandant du détachement. Après un délai de 24 heures, la troupe vivra à la charge de la commune à raison de 6 francs pour le capitaine, 3 francs pour les lieutenants et les sous-lieutenants, 30 sols pour les sergents-majors et les sergents, 25 sols pour les caporaux et 20 sols pour les soldats. D'autre part, les contraintes ne s'exerceront que sur les adversaires de la réunion. Bien que la contribution soit payée avant le délai fixé, Turreau envoie une compagnie dans chacune des quatre communes imposées. Elles y restent deux jours ¹¹⁹.

Mais les patriotes avaient agi de leur côté, et, le 12 août, le commissaire, sollicité par de Rivaz, arrivait en Valais et y organisait la République indépendante.

* * *

C'était la fin de l'occupation militaire du Valais. Dix mois durant, elle avait accablé les communes valaisannes. Celles du district de Monthey avaient-elles eu davantage à souffrir que les autres ? On peut l'affirmer sans crainte. Ce district en contact plus étroit avec la France, avait été travaillé plus que les autres par les émissaires français. De là les assemblées qui s'étaient organisées en juin 1801 ¹²⁰. Le 17, avait eu lieu une réunion de toutes les municipalités montheyannes. Ayant eu connaissance de la publication d'un nouveau projet de constitution helvétique dans lequel le Valais était retranché du nombre des cantons, et croyant à une réunion toute prochaine du Valais à la France, l'assemblée des municipalités avait jugé convenable, au nom du peuple, de s'offrir à la « Grande Nation » sous certaines réserves. Les conditions, au nombre de sept, avaient trait à la conservation de la religion ca-

¹¹⁶ *Nouvelliste*, No 62, 3 août 1802.

¹¹⁷ AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, fol. 94-95 et 98 : du même au même, du 24 et du 28 juillet 1802.

¹¹⁸ *Ibidem*, fol. 95 : du même au même, du 24 juillet 1802.

¹¹⁹ *Nouvelliste*, No 64, 6 août 1802. — de Rivaz, *Mémoires*, pp. 294-295.

¹²⁰ AV, Rz, cart. 72, fasc. 18 : 8 lettres du 17 juin au 19 juillet 1801.

tholique, à l'exonération de l'impôt foncier, à l'exemption d'une levée d'hommes pour l'armée, à la jouissance des biens communaux et au libre commerce du sel.

Dès l'arrivée de Turreau, les émissaires travaillèrent avec plus d'ardeur. Mais les partisans de l'Helvétique n'en manifestèrent pas moins de leur côté, si bien que Turreau, qui avait assuré le gouvernement français des dispositions francophiles des districts valaisans, se trouva forcé de leur arracher des vœux de réunion. L'hostilité ouverte des communes de Vouvry, de Troistorrents, de Val d'Illiez et de Monthey engagea Turreau à quitter Sion pour aller s'établir à Bex. Mais leur constance, sans cesse encouragée par les autorités destituées — Pierre-Louis Du Fay mérite une mention toute spéciale — tint tête à toutes les vexations et assura pour une bonne part l'établissement de la République indépendante.

Si le district avait cédé aux pressions militaires, s'il n'avait pas montré tant de courage, le Bas-Valais n'aurait-il pas été un champ d'activité plus intense de la part des émissaires français ? La demande française de cession de la rive gauche du Rhône jusqu'à Brigue, à teneur de l'alliance franco-helvétique du 19 août 1798, n'aurait-elle pas été couronnée de succès ? Et l'on est en droit de se demander si l'annexion totale du Valais à la France, qui se réalisa le 14 novembre 1810, n'aurait pas eu lieu bien des années auparavant.

Michel SALAMIN